

N'isolons pas l'Italie!

Opinion

Philippe Maystadt

Ministre d'Etat. Ancien Président
de la Banque européenne d'investissement
(BEI).

■ Migrants, Libye, chantiers navals, ligne Lyon-Turin... : l'Italie se sent trahie par ses voisins, et principalement par la France. A quelques mois d'élections législatives, l'eurosepticisme gagne du terrain.

Avouons-le d'emblée : j'aime les Italiens. A mon école primaire à Farciennes, il y avait autant d'Italiens que de Belges et nous avons formé une bande de copains qui a perduré pendant toute notre jeunesse. Avec ma famille, nous avons passé la plupart de nos vacances en Italie, dans différentes régions, chaque fois séduits par la chaleur de l'accueil, la beauté de la nature et l'extraordinaire richesse artistique. Ma fille a épousé le fils d'un immigré italien. Et si je suis devenu président de la BEI, c'est grâce au ministre italien des Finances, Carlo Ciampi, futur président de la République, qui m'a cédé le tour de l'Italie dans la rotation entre les quatre grands actionnaires (France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie).

L'eurosepticisme monte

Dès lors, quand l'Italie va mal, je ne peux pas rester indifférent. Cette année, l'Italie est le pays de la zone euro qui connaît le plus faible taux de croissance et où l'emploi augmente le moins. C'est aussi le pays où le sentiment pro-européen a le plus fortement décliné au cours des dernières années. Selon le dernier Eurobaromètre, dans ce pays naguère un des plus europhiles, il n'y a plus que 40 % des Italiens qui considèrent que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose (à comparer à 68 % des Belges, 70 % des Néerlandais et 71 % des Allemands). Et cela à quelques mois d'élections législatives où

la majorité construite autour du Parti démocrate, de plus en plus fragile, risque de perdre le leadership au profit d'une droite eurosceptique tandis que le Mouvement 5 étoiles, tout aussi eurosceptique, pourrait gagner 25 à 30 % des électeurs.

Cette situation est due pour une bonne part à la classe politique italienne qui, perdue dans ses querelles byzantines entre de multiples clans, s'avère incapable de réaliser les nécessaires réformes politiques (système électoral), économiques et fiscales. Il arrive même que des responsables politiques, au lieu de prôner ces réformes, expliquent que la faible croissance de l'économie italienne est due à l'euro. Une récente étude du think tank Brueghel démontre de manière irréfutable que cette explication n'a aucun sens¹¹ mais, en attendant, ces propos faciles alimentent le sentiment anti-européen.

Lâchée par ses voisins

Cela étant, cette évolution résulte aussi de l'attitude des partenaires de l'Italie au sein de l'Union européenne. Quand on laisse l'Italie se débrouiller seule face à l'afflux de migrants (plus de 200 000 sont attendus cette année), quand la France et l'Espagne opposent une fin de non-recevoir à la demande italienne d'ouvrir leurs ports à quelques bateaux ayant recueilli des migrants en mer, quand l'Autriche me-

nace d'envoyer des chars à la frontière italienne pour stopper les migrants, quand plusieurs pays, en par-

ticulier ceux d'Europe centrale, refusent de prendre leur petite part dans le plan de relocalisation des demandeurs d'asile, on peut comprendre que les Italiens ont l'impression qu'on cherche à les isoler. Le sage Enrico Letta, l'ancien président du Conseil qui préside aujourd'hui l'Institut Jacques Delors, a résumé dans un "tweet" l'amertume des Italiens : *"Est-il possible que la France, l'Espagne et l'Autriche ne se rendent pas compte des dommages irréparables causés par leur geste ?"*

Trois gifles de Macron

Quand, "en même temps" (pour reprendre son expression favorite), le président Macron prend une initiative en Libye sans en informer le gouvernement italien, c'est vécu comme une humiliation par la diplomatie italienne qui cherche à maintenir une influence dans son ancienne colonie. *"A l'Italie les réfugiés, à Macron la Libye et le pétrole"*, titrait récemment le quotidien "Il Giornale", exprimant ainsi la frustration italienne.

Quand, "en même temps", le président Macron, pour tenter d'enrayer sa baisse de popularité, bloque la vente des 66,6 % du capital des chantiers navals de Saint-Nazaire, actuellement détenus par le conglomérat sud-coréen STX, au groupe italien Fincantieri, cela provoque la stupéfaction du côté italien. Le ministre italien de l'économie, Pier Carlo Padoan, que j'ai bien connu à l'OCDE et qui est un homme aux propos mesurés, est cette fois sorti de ses gonds, dénonçant le caractère *"inacceptable"* de ce *"manque de confiance"* entre partenaires européens. Et le ministre du Développement économi-

que de surenchérir : *“Nous ne voulons pas être moins bien traités que des Coreéens. Il s’agit d’une question de respect et de dignité.”* En réalité, la coopération entre la France et l’Italie pourrait déboucher sur la constitution d’un champion européen de la construction navale – on a parlé d’un “Airbus des mers” – et pourrait être étendue à la construction de navires militaires, un élément de la future défense européenne que Paris et Berlin ont déjà évoquée.

Quand, “en même temps”, le président Macron décrète unilatéralement une “pause” dans la construction de la ligne Lyon-Turin qui a

pourtant fait l’objet d’un traité entre la France et l’Italie et qui est financée à 40 % par l’Union européenne, à 35 % par l’Italie et à 25 % par la France, c’est le désenclavement de l’Italie par la voie ferroviaire qu’il met en question. Le but de ce projet est de favoriser le report du fret routier sur le rail. Certes, on peut légitimement s’interroger sur le rapport coûts-bénéfices de cet énorme projet mais il conviendrait de le faire en concertation avec le partenaire de l’autre côté des Alpes.

Empathie et solidarité

Le président Macron a annoncé

une relance de la construction européenne et il a avancé des propositions intéressantes, à la fois sur le fond et sur la méthode. Mais il doit être conscient qu’une bonne entente avec la chancellerie allemande ne suffira pas. S’il veut réussir, il doit aussi montrer de l’empathie et de la solidarité avec les autres partenaires, en particulier avec le troisième grand pays fondateur.

→ (1) F. Papadia : *“Italian economic growth and the Euro”*, Bruegel, July 26, 2017. La démonstration se fonde sur sept arguments qu’il ne m’est pas possible de détailler ici.